



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AUDE

RECUEIL DES ACTES
ADMINISTRATIFS SPÉCIAL
N° 02 - JANVIER 2020

PUBLIÉ LE 3 JANVIER 2020

DDTM
- DIRECTION

SOMMAIRE

DDTM
DIRECTION

Décision n° 2020-001 donnant subdélégation de signature à certains agents de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude



PRÉFÈTE de l'AUDE

**Décision n° 2020-001 donnant subdélégation de signature à
certains agents de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer de l'Aude**

Le Directeur départemental des territoires et de la mer,

VU le code de l'environnement ;

VU le code de l'urbanisme ;

VU le code rural et de la pêche maritime ;

VU le code forestier ;

VU le code des marchés publics ;

VU le code de la voirie routière ;

VU le code de la route ;

VU le code de la construction et de l'habitation ;

VU le code de la propriété des personnes publiques ;

VU le code du domaine public fluvial et de la navigation intérieure ;

VU le code de la fonction publique ;

VU le code des pensions civiles et militaires de retraite ;

VU le code de la sécurité sociale ;

VU le code général des impôts ;

VU le code pénal ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code de la santé publique, et notamment ses articles L1416 ; R1416 à R 1416-21 relatifs au Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques ;

VU le code du patrimoine, et notamment son article L524-8 relatif à la redevance d'archéologie préventive ;

VU le livre des procédures fiscales ;

VU la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions et notamment son article 34 ;

VU la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État ;

VU la loi n° 83-1186 du 23 décembre 1983 portant modification des dispositions relatives aux relations financières et aux transferts de compétences entre l'État et les collectivités locales et notamment ses articles 23 à 27 ;

VU la loi d'orientation n° 92-125 du 6 février 1992 relative à l'administration territoriale de la République ;

VU la loi 2000-321 du 12 avril 2000 modifiée par la loi 2013-1005 du 12 novembre 2013 relative au droit des citoyens dans leur relation avec l'administration ;

VU la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique notamment son article 17 ;

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 modifiée relative à l'archéologie préventive notamment son article 9, paragraphes I et III ;

VU la loi n°2001-692 du 1er août 2001 modifiée relative aux lois de finances ;

VU la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi n° 2009-179 du 17 février 2009 pour l'accélération des programmes de construction et d'investissements publics et privés, modifiant les conditions de fonctionnement des services archéologiques ;

VU la loi n° 2009-323 du 25 mars 2009 de mobilisation pour le logement et la lutte contre l'exclusion ;

VU la loi n° 2009-972 du 3 août 2009 relative à la mobilité et aux parcours professionnels dans la fonction publique ;

VU la loi n° 2009-1291 du 26 octobre 2009 relative au transfert aux départements des parcs de l'équipement et à l'évolution de la situation des OPA ;

VU la loi n° 2010-788 du 10 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement ;

VU la loi n° 2010-874 du 27 juillet 2010 de modernisation de l'agriculture et de la pêche ;

VU la loi n° 2010-1330 du 9 novembre 2010 portant réforme des retraites ;

VU la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique ;

VU la loi 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt ;

VU la loi 2018-727 du 10 août 2018 pour un État au service d'une société de confiance ;

VU le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

VU le décret n° 90-232 du 15 mars 1990 modifié portant application de l'article 69 de la loi de finances pour 1990 et relatif à l'organisation administrative et financière du compte de commerce « opérations industrielles et commerciales des directions départementales de l'équipement » ;

VU le décret n° 92-604 du 1^{er} juillet 1992 modifié portant charte de la déconcentration ;

VU le décret n° 97-34 du 15 janvier 1997 relatif à la déconcentration des décisions administratives individuelles ;

VU le décret n° 2001-1161 du 7 décembre 2001 portant déconcentration des décisions relatives à l'attribution de la nouvelle bonification indiciaire dans les services du ministère de l'équipement, des transports et du logement ;

VU le décret n° 2002-121 du 31 janvier 2002 relatif au recrutement sans concours dans certains corps de fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique de l'État ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat ;

VU le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État et notamment son article 15 ;

VU le décret n°2005-1429 du 18 novembre 2005 relatif aux missions, à l'organisation et aux emplois de direction des services de contrôle budgétaire et comptable ministériel ;

VU le décret n° 2005-1500 du 5 décembre 2005 portant application de l'article 18 de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU le décret n° 2005-1742 du 30 décembre 2005 fixant les règles applicables aux marchés passés par les pouvoirs adjudicateurs mentionnés à l'article 3 de l'ordonnance n° 2005-649 du 6 juin 2005 relative aux marchés passés par certaines personnes publiques ou privées non soumises au code des marchés publics ;

VU le décret n° 2005-1785 du 30 décembre 2005 relatif au détachement sans limitation de durée de fonctionnaires de l'Etat en application de l'article 109 de la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU l'ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique et du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique ;

VU le décret n° 2008-158 du 22 février 2008 relatif à la suppléance des préfets de région et à la délégation de signature des préfets et des hauts commissaires de la République en Polynésie Française et en Nouvelle Calédonie ;

VU le décret n° 2009-1106 du 10 septembre 2009 portant statut particulier du corps des ingénieurs des ponts, des eaux et des forêts ;

VU le décret n° 2009-1484 du 3 décembre 2009 relatif aux directions départementales interministérielles ;

VU le décret n° 2010-146 du 16 février 2010 modifiant le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret n° 2012-1247 du 7 novembre 2012 portant adaptation de divers textes aux nouvelles règles de la gestion budgétaire et comptable publique ;

VU le décret du 9 octobre 2019 portant nomination de Mme ELIZEON Sophie en qualité de préfète de l'Aude ;

VU l'arrêté ministériel du 15 décembre 2005 attribuant des compétences en matière maritime et de navigation à certains services déconcentrés ;

VU l'arrêté interministériel du 17 juillet 2006 pris pour l'application de l'article 104-IV de la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU l'arrêté du Premier ministre du 12 janvier 2010 relatif aux missions interdépartementales des directions départementales interministérielles ;

VU l'arrêté du 7 décembre 2010 portant délégation de pouvoir en matière de gestion de certains personnels du ministère de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement ;

VU l'arrêté du 2 mars 2015 relatif à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises à certaines périodes ;

VU l'arrêté du Premier ministre et du ministre de l'Intérieur en date du 17 décembre 2019 nommant M. Vincent CLIGNIEZ, ingénieur en chef des travaux publics de l'État, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

VU la convention en date du 23 février 2015 relative à la délégation de certaines tâches de l'autorité de gestion du programme de développement rural à la DDTM 11 pour la période de programmation 2014-2020, et ses avenants n° 1 en date du 13 avril 2015 et n°2 en date du 1^{er} octobre 2015 ;

VU la circulaire ministérielle du 18 février 1998 relative aux procédures de recensement, de modification et de radiation des entreprises de travaux publics et de bâtiment (TPB) ;

VU la circulaire interministérielle du 1^{er} octobre 2001 relative à la modernisation de l'ingénierie publique et au déroulement de la procédure d'engagement de l'Etat pour les marchés d'ingénierie ;

VU la circulaire IOCK0920444C, du ministre de l'intérieur, de l'outre-mer et des collectivités locales du 1^{er} septembre 2009, relative au contrôle de légalité en matière d'urbanisme ;

VU la circulaire du ministre de l'Intérieur du 12 septembre 2012 à la délégation de signature des préfets ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2005-11-4229 du 15 décembre 2005 portant constatation du transfert des routes nationales au conseil général de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2018-0001 du 23 avril 2018 portant renouvellement de la sous-commission départementale pour l'accessibilité aux personnes handicapées pour le département de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-109 du 2 octobre 2019 portant organisation de la direction départementale des territoires et de la mer de l'Aude ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2019-161 du 26 décembre 2019 donnant délégation de signature à Monsieur Vincent CLIGNIEZ, directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude ;

DECIDE :

SECTION 1 : COMPÉTENCE ADMINISTRATIVE GÉNÉRALE

ARTICLE 1 :

Conformément à l'article 2 de l'arrêté préfectoral n° DPPAT-BCI-2019-161 du 26/12/2019, sont exclus de la présente subdélégation les décisions et les actes réservés à la préfète :

- ❑ Relevant des dispositions générales suivantes :
 - Les conventions liant l'État aux collectivités territoriales, à leurs groupements et à leurs établissements publics,
 - Les arrêtés préfectoraux de portée générale intéressant le département,
 - La constitution et la composition des comités, commissions et missions d'enquêtes institués par des textes législatifs ou réglementaires, hors commissions et instances internes associant les représentants du personnel,
 - Les décisions de gestion du domaine public (acquisition, aliénation, affectation),
 - Les circulaires aux maires et les réponses aux parlementaires,
 - Les courriers adressés aux membres du gouvernement, aux parlementaires, au président du Conseil départemental et au président du Conseil régional, aux préfets de département et aux préfets de région, de zone.

- ❑ Relevant des dispositions particulières suivantes :
 - Les actes, de compétence de la préfète ou autres délégués, listés en annexe du présent arrêté.

- ❑ Relevant des dispositions juridiques suivantes :
 - Les saisines de toute nature des juridictions administratives et de la Chambre régionale des comptes, dans le cadre du contrôle des collectivités locales et de leurs établissements publics,
 - Les mémoires en défense ou en réponse dans ce même cadre.

ARTICLE 2 :

Subdélégation permanente de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions respectives, aux chefs de service figurant dans le tableau ci-après :

- a) pour signer les actes relevant strictement de leurs domaines de compétences métier, à l'exclusion des dispositions citées dans les articles 1 et 9, et celles mentionnées dans l'annexe 1.
- b) pour signer les congés annuels des agents relevant de leur service,
- c) pour signer les actes relevant de l'exercice des astreintes de direction (permanences cadres).

NOM	GRADE et FONCTION	ATTRIBUTION
MESMAIN Corine	Attachée principale d'administration de l'État Secrétaire Générale	a) ; b) ; c)
FOURATIER Vanessa	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Chef du Service Économie Agricole et Développement Rural	a) ; b) ; c)
MONFORT Maxime	Ingénieur divisionnaire des travaux publics de L'État Chef du service Eaux et Milieux Aquatiques	a) ; b) ; c)
AIT-AISSA Malik	Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État Chef du service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires	a) ; b) ; c)

KLEIN Sabrina	Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État Chef du Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	a) ; b) ; c)
OGER Evelyne	Attachée d'administration de l'État hors classe, CAEDAD Chef du Service Habitat et Bâtiment Durables	a) ; b) ; c)
VENOUX Nicolas	Attaché d'administration de l'État hors classe Chef du Service Aménagement Territorial Est et Maritime	a) ; b) ; c)
LIOT Christian	Attaché principal d'administration de l'État Chef du Service Aménagement Territorial Ouest	a) ; b) ; c)
BERTRAND Pascal	Attaché d'administration de l'État Chef de la Mission Affaires Juridiques et du Suivi des Procédures	a) ; b)
DALL'OCCHIO Fabien	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement Chef de l'unité Systèmes d'Information Géographique	a) ; b)

ARTICLE 3 :

Subdélégation de signature est donnée, dans le cadre de leurs attributions respectives, à l'exclusion des dispositions citées dans les articles 1et 9, et celles mentionnées dans l'annexe 1, aux agents figurant dans le tableau ci-après :

NOM	GRADE et FONCTION	SUBDÉLÉGATION
SECRETARIAT GÉNÉRAL		
GONNET Carole	Attachée d'administration de l'État Secrétaire Générale adjointe	Subdélégation permanente identique à celle du chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des astreintes de direction.
JOUIN Véronique	Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle Chef de l'unité budget, comptabilité et logistique	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
BENALIOUA Olivier	Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe exceptionnelle Chef de l'unité ressources humaines et formation	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE ÉCONOMIE AGRICOLE ET DÉVELOPPEMENT RURAL		
BOYER Bernard	Attaché principal d'administration de l'État Adjoint du chef du Service Économie Agricole et Développement Rural Chef de l'unité investissements, développement rural et aides conjoncturelles, coordonnateur FEADER	Subdélégation permanente identique à celle du chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des astreintes de direction.

DEVEAU Géraldine	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement, Chef de l'unité installation-droits-structures	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service et de son adjoint : Subdélégation pour signer les congés annuels des agents relevant de l'unité.
DOLADILLE Brice	Attaché d'administration de l'État Chef de l'unité aides directes de la PAC	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service et de son adjoint : Subdélégation pour signer les congés annuels des agents relevant de l'unité.
SERVICE EAUX ET MILIEUX AQUATIQUES		
BURAI Jean-Louis	Ingénieur de l'agriculture et de l'environnement Adjoint au chef de service Eaux et Milieux Aquatiques Chef de la mission planification et politique de l'eau	Subdélégation permanente identique à celle du chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des astreintes de direction.
BONNET Eric	Ingénieur des travaux publics de l'État Chef de l'unité quantité et ouvrages hydrauliques	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
BARTHES Laurine	Ingénieur des travaux publics de l'Etat Chef de l'unité qualité des eaux et milieux aquatiques	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE URBANISME ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES		
BRODIEZ Ghislaine	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Adjointe au chef de Service Urbanisme Environnement et Développement des Territoires	Subdélégation permanente identique à celle du chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des astreintes de direction.
GELLÉ Sophie	Attachée principale d'administration de l'État Chef de la mission développement durable	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
DUPASQUIER Muriel	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Chef de l'unité forêt et biodiversité	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
ALGER Eric	Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement Adjoint au chef de l'unité forêt et biodiversité	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
GONZALEZ Delphine	Ingénieur des travaux publics de l'État Chef de l'unité droit des sols	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.

L'HORSET Pierre-Jean	Ingénieur des travaux géographiques et cartographiques de l'État Chef de l'unité politiques publiques et planification	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE PRÉVENTION DES RISQUES ET SÉCURITÉ ROUTIÈRE		
SIDORSKI Eric	Ingénieur des travaux publics de l'État, Adjoint au chef du Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	Subdélégation permanente identique à celle du chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des astreintes de direction.
BORTOLOTTO Frédéric	Délégué principal du permis de conduire et de la Sécurité routière Chef de l'unité éducation routière	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité. Subdélégation pour signer les congés annuels des agents relevant de l'unité.
REYNIER Oriane	Ingénieur des travaux publics de l'État Chef de l'unité stratégie résilience, mitigation	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
LAHAROTTE Claire-Océane	Ingénieur des travaux publics de l'État Chef de l'unité prévention des risques naturels et technologiques	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité
DEFROIDMONT Jérôme	Ingénieur des travaux publics de l'État Chef de l'unité sécurité routière et ingénierie de crises	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE HABITAT ET BÂTIMENT DURABLES		
FABRE François-Xavier	Ingénieur divisionnaire des travaux publics de l'État Adjoint au Chef du Service Habitat et Bâtiment Durables Chef de l'unité bâtiment et qualité de la construction Chef de l'unité accessibilité	Subdélégation permanente identique à celle du chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des astreintes de direction. Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
DAURES Cécile	Attachée d'administration de l'État Chef de l'unité politiques locales de l'habitat	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
MARC Daniel	Technicien supérieur en chef du développement durable Chargé de la lutte contre l'habitat indigne (LHI)	Subdélégation permanente pour signer les décisions relatives à l'octroi de subventions pour la suppression de l'insalubrité par travaux : octroi, annulation, modification, paiement, (art. R.523-1 du code de la construction et de l'habitation).

VILA Cécile	Attachée d'administration de l'État Adjointe au chef d'unité financement du logement et rénovation urbaine Chef du pôle parc public	Subdélégation permanente pour signer : - les décisions relatives aux primes à la construction : octroi, annulation, suspension, dérogation, prorogation de délais, paiement, transfert (art. R.311-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation), - les Conventions entre l'État et les bailleurs de logements au titre de l'article L.351-2 du code de la construction et de l'habitation (art. L.353-2 et suivants et R.353-1 et suivants du code de la construction et de l'habitation), -les décisions relatives aux subventions et agréments pour l'amélioration de logements à usage locatif et social (PALULOS) : octroi, annulation, autorisation de commencer les travaux avant délivrance de la décision, dérogations au montant des travaux subventionnables et au taux de la subvention, prorogation de délais d'achèvement des travaux (art. R.323-1 à R.323-11 du code de la construction et de l'habitation).
SERVICE AMÉNAGEMENT TERRITORIAL EST ET MARITIME		
GUILHOU Yannick	Technicien supérieur en chef du développement durable Adjoint au chef du Service Aménagement Territorial Est et Maritime Chef de l'unité littoral	En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service : subdélégation identique à celle du chef de service à l'exclusion des actes relevant de l'exercice des astreintes de direction. Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
GRES Chantal	Technicienne supérieure en chef du développement durable Chef de l'unité territoire	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier de l'unité.
SERVICE AMÉNAGEMENT TERRITORIAL OUEST		
LASSALLE Sylvie	Attachée d'administration de l'État Adjointe au chef du Service Aménagement Territorial Ouest Chef du pôle ADS	Subdélégation permanente pour les actes relevant strictement du champ de compétences métier du Pôle. En cas d'absence ou d'empêchement du chef de service: subdélégation pour signer les congés annuels des agents relevant du Pôle.

QUERE Claudine	Secrétaire d'administration et de contrôle du développement durable de classe normale	Subdélégation permanente pour signer : - les lettres demandant les pièces manquantes en vertu des articles R 423-38 du code de l'urbanisme - les lettres modifiant le délai d'instruction en vertu des articles R 423-24, R 423-25, R 423-34 à R 423-37, R 423-42 et R 432-44 du code de l'urbanisme - les lettres d'incomplet en cas d'absence d'attestation exigée par l'article R 462-3 pour l'accessibilité, par l'article R 462-4 pour la sismicité, par l'article R 462-4-1 pour la réglementation thermique et par l'article R 462-4-2 pour la réglementation acoustique.
----------------	---	---

SECTION 2 : COMMENCE D'ORDONNANCEMENT SECONDAIRE

ARTICLE 4 :

Sous réserve de l'article 8, délégation de signature est donnée à Mme Corine MESMAIN, Attachée principale d'administration de l'État, pour procéder à l'exercice de la compétence d'ordonnateur secondaire des recettes et des dépenses de l'État imputées sur les titres des budgets opérationnels de programme (BOP) suivants :

MINISTERE	BOP	N°
MINISTERE – MAA Agriculture et de l'alimentation	Compétitivité et durabilité, de l'agroalimentaire, de la forêt, de la pêche et de l'aquaculture	149
	Sécurité et qualité sanitaires de l'alimentation	206
	Conduite et pilotage des politiques de l'agriculture	215
MINISTERE – MTES Transition écologique et solidaire	Paysages, eau et biodiversité	113
	Prévention des risques	181
	Infrastructures et services de transport	203
	Affaires maritimes	205
	Conduite et pilotage des politiques de l'écologie, du développement et de la mobilité durables	217
MINISTERE – MCTRCT Cohésion des territoires, relations avec les collectivités territoriales	Urbanisme, territoires et amélioration de l'habitat	135
MINISTERE – MACP Action et comptes publics	Fonction publique	148
	Opérations immobilières et entretien des bâtiments de l'État	723

MINISTERE – MI Intérieur	Sécurité et éducation routières	207
	Administration territoriale de l'État	354
PREMIER MINISTRE - SPM Ddi	Moyens mutualisés des administrations déconcentrées	333
Fonds nationaux	Fonds de prévention des risques naturels majeurs	FPRNM
	Fonds national de garantie contre les calamités agricoles	FNGCA

La présente délégation porte sur l'engagement, la liquidation, le mandatement des dépenses de toute nature et l'émission de titres de perception.

Délégation est également donnée pour opposer la prescription quadriennale aux créanciers, pour les recettes relatives à l'activité de son service, pour l'exécution (engagement, liquidation, mandatement) des crédits du compte d'affectation spéciale (gestion du patrimoine immobilier de l'Etat).

Pour les BOP 354, 333 action 2 et 723, cette délégation s'exerce indépendamment de la qualité de responsable d'unité opérationnelle qui reste assurée par la préfète.

Pour le BOP 723, pour tout engagement supérieur à 5 000 euros, TTC un visa préalable du secrétaire général de la préfecture de l'Aude.

Délégation est également donnée à Corine MESMAIN, attachée principale d'administration de l'État, en tant que responsable d'inventaire.

ARTICLE 5 :

La subdélégation de signature est donnée aux agents ci-après, à l'effet de signer, dans le cadre de leurs attributions et responsabilités, tout acte relatif :

- à la gestion des crédits (autorisations d'engager et crédits de paiement) des programmes et comptes spéciaux relevant de leurs compétences,
- à la validation des engagements juridiques de toute nature, ainsi que des pièces justificatives qui les accompagnent, y compris les marchés publics passés selon la procédure adaptée (MAPA) d'un montant inférieur à 150 000 euros TTC,
- à la validation de tout marché public d'un montant supérieur ou égal à 150 000 euros TTC, après visa préalable de la préfète,
- aux bons et lettres de commande après réception de l'engagement juridique créé par le centre de prestations comptables mutualisées,
- aux constatations de service fait,

A l'exception des protocoles destinés à régler à l'amiable les différends de toute nature.

Service	Nom et Prénom	Fonctions	Nature
<i>Secrétariat Général</i>	GONNET Carole	Secrétaire générale adjointe	EJ5 - BC2 – LRD
	JOUIN Véronique	Chef de l'unité budget, comptabilité et logistique	EJ3 – BC2 – LRD
	BENALIOUA Olivier	Chef de l'unité ressources humaines et formation	EJ3 – BC2 – LRD

<i>Service Prévention des Risques et Sécurité Routière</i>	KLEIN Sabrina	Chef du Service Prévention des Risques et Sécurité Routière.	EJ5 – BC4 – LRD
	SIDORSKI Eric	Adjoint au chef du Service Prévention des Risques et Sécurité Routière	EJ3 – BC2 – LRD
	BORTOLOTTO Frédéric	Chef de l'unité éducation routière	EJ3 – BC2 – LRD
	REYNIER Oriane	Chef de l'unité stratégie, résilience, mitigation	EJ3 – BC2 – LRD
	LAHAROTTE Claire-Océane	Chef de l'unité prévention des risques naturels et technologiques	EJ3 – BC2 – LRD
	DEFROIDMONT Jérôme	Chef de l'unité sécurité routière et ingénierie de crises	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires</i>	AÏT-AÏSSA Malik	Chef du Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires	EJ5 – BC4 – LRD
	BRODIEZ Ghislaine	Adjointe au chef de Service Urbanisme Environnement et Développement des Territoires	EJ5 – BC4 – LRD
	DUPASQUIER Muriel	Chef de l'unité forêt biodiversité (UFB)	EJ3 – BC2 – LRD
	ALGER Eric	Adjoint au chef de l'unité forêt biodiversité Responsable activité forêts	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Habitat et Bâtiment Durables</i>	OGER Evelyne	Chef du Service Habitat et Bâtiment Durables	EJ5 – BC4 – LRD
	FABRE François-Xavier	Adjoint au chef du Service Habitat et Bâtiment Durables Chef de l'unité bâtiment et qualité de la construction Chef de l'unité accessibilité	EJ5 – BC4 – LRD
	VILA Cécile	Adjointe au chef de l'unité financement du logement et rénovation urbaine Chef du pôle public	LRD
	DAURES Cécile	Chef de l'unité politiques locales de l'habitat	EJ5 – BC4 – LRD
	MARC Daniel	Chargé de la lutte contre l'habitat indigne (LHI)	EJ3
<i>Service Économie Agricole et</i>	FOURATIER Vanessa	Chef du Service Économie Agricole et Développement Rural	EJ5 – BC4 – LRD
	BOYER Bernard	Adjoint du Chef du Service Économie Agricole et Développement Rural Chef de l'unité investissements, développement rural et aides conjoncturelles, coordonnateur FEADER	EJ4 – BC3 – LRD

<i>Développement Rural</i>	DEVEAU Géraldine	Chef de l'unité installation-droits-structures	EJ3 – BC2 – LRD
	DOLADILLE Brice	Chef de l'unité aides directes de la PAC	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Eaux et Milieux Aquatiques</i>	MONFORT Maxime	Chef du Service Eaux et Milieux Aquatiques	EJ5 – BC4 – LRD
	BURAI Jean-Louis	Adjoint au chef de Service Eaux et Milieux Aquatiques Chef de la mission planification et politique de l'eau	EJ5 – BC4 – LRD
	BONNET Eric	Chef de l'unité quantité des ouvrages hydrauliques	EJ3 – BC2 – LRD
	BARTHES Laurine	Chef de l'unité qualité des eaux et milieux aquatiques	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Aménagement Territorial Ouest</i>	LIOT Christian	Chef du Service Aménagement Territorial Ouest	EJ3 – BC2 – LRD
<i>Service Aménagement Territorial Est et Maritime</i>	VENOUX Nicolas	Chef du Service Aménagement Territorial Est-Maritime	EJ3 – BC2 – LRD

Les domaines de compétence indiqués pour chaque agent subdélégué dans le tableau ci-dessus renvoient à la nomenclature du tableau ci-après :

CODE	NATURE DES SUBDELEGATIONS
EJ1	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 300 € HT
EJ2	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 3 000 € HT
EJ3	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 7 500 € HT
EJ4	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 15 000 € HT
EJ5	Les engagements juridiques des marchés à procédure adaptée d'un montant < 25 000 € HT
BC1	Les bons de commandes d'un montant < 300 € HT établis dans le cadre des marchés à bon de commande.
BC2	Les bons de commandes d'un montant < 10 000 € HT établis dans le cadre des marchés à bon de commande.
BC3	Les bons de commandes d'un montant < 25 000 € HT établis dans le cadre des marchés à bon de commande
BC4	Les bons de commandes, quels que soient leurs montants, établis dans le cadre des marchés à bon de commande.
LRD	Les propositions de mandatement et les titres de perception

ARTICLE 6 :

Au vu notamment des dispositions du décret n° 2004-1144 du 26 octobre 2004 relatif à l'exécution des marchés publics par carte d'achat, et de l'instruction n° 05-025 MO-M9 du 21 avril 2005, disposent d'une carte d'achat pour les besoins du service :

Corine MESMAIN	Secrétaire générale
Véronique JOUIN	Chef de l'unité budget, comptabilité et logistique

ARTICLE 7 :

Au vu des dispositions prévues par le contrôle interne comptable, les agents ci-dessous sont habilités à effectuer les mouvements informatiques de validation dans l'application comptable CHORUS :

CHORUS FORMULAIRE

<i>Secrétariat Général</i>	Véronique JOUIN Nathalie BACHY-BERTRAND Chantal LEBRETON Anne-Marie TONELLO Sylvie BRUNET
<i>Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires</i>	Annaïk QUEAU
<i>Service Prévention des Risques et Sécurité Routière</i>	Jean-Michel BLOQUET-ROUDAUT
<i>Service Habitat et Bâtiment Durables</i>	Daniel MARC Patricia BOUYSSOU
<i>Service de l'Économie Agricole et du Développement Rural</i>	Vanessa FOURATIER Bernard BOYER Marie-Thérèse GAUTHIER

CHORUS ADS

<i>Service Aménagement Territorial Est et Maritime</i>	Catherine CHEVALIER Brigitte FERRANDO Brigitte BARRAL
--	---

CHORUS DÉPLACEMENTS TEMPORAIRES (CHORUS DT)

<i>Direction</i>	Jeanine NOVELLO
<i>Secrétariat Général</i>	Corine MESMAIN Carole GONNET Véronique JOUIN Nathalie BACHY-BERTRAND Chantal LEBRETON Anne-Marie TONELLO Elisabeth NAVARRO
<i>Service Urbanisme, Environnement et Développement des Territoires</i>	Malik AIT-AISSA Ghislaine BRODIEZ
<i>Service Prévention des Risques et Sécurité Routière</i>	Sabrina KLEIN Eric SIDORSKI
<i>Service Habitat et Bâtiment Durables</i>	Evelyne OGER Francois-Xavier FABRE

<i>Service de l'Économie Agricole et du Développement Rural</i>	Vanessa FOURATIER Bernard BOYER
<i>Service Eaux et Milieux Aquatiques</i>	Maxime MONFORT Jean-Louis BURAIIS
<i>Service Aménagement Territorial Est et Maritime</i>	Nicolas VENOUX Yannick GUILHOU
<i>Service Aménagement Territorial Ouest</i>	Christian LIOT Sylvie LASSALLE
<i>Mission des Affaires Juridiques et du Suivi des Procédures</i>	Pascal BERTRAND
<i>Unité des Systèmes d'Information Géographique</i>	Fabien DALL'OCCHIO

ARTICLE 8 :

Demeurent réservées à la signature de la préfète :

- Les décisions suivantes quel qu'en soit leur montant :
 - En cas d'avis préalable défavorable de l'autorité chargée du contrôle financier, le courrier informant cette autorité des motifs de la décision de ne pas se conformer à l'avis donné dans les conditions fixées à l'article 13 du décret du 27 janvier 2005 susvisé,
 - Les ordres de réquisition du comptable public prévus à l'article 136 du décret du 7 novembre 2012 susvisé.

ARTICLE 9 :

Les affaires, faisant l'objet de décisions entrant dans le cadre de la présente délégation de signature, mais qui présentent une importance significative pour la vie économique et sociale du département, sont soumises, par l'autorité délégataire, à l'appréciation et le cas échéant, à la décision personnelle de la préfète.

SECTION 3 : COMPÉTENCE D'EXÉCUTION DES BOP

ARTICLE 10 :

En application de l'article 53 du décret du 29 avril 2004 susvisé, la préfète dispose des pouvoirs de décision, relevant de l'État, relatifs à la préparation et à l'exécution des opérations d'intérêt départemental. À ce titre, il arrête la programmation des dépenses de l'État après avis du Comité de l'Administration Régionale (CAR).

SECTION 4 : DISPOSITIONS COMMUNES

ARTICLE 11 :

La signature du délégataire ou subdélégataire et sa qualité devront être précédées de la mention suivante :
« Pour la préfète et par délégation, le ».

ARTICLE 12 :

Les dispositions de la présente décision prennent effet le 2 janvier 2020.
La décision 2019-144 du 03 décembre 2019 est abrogée.

ARTICLE 13 :

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier (6 rue Pitot – CS 99002 – 34063 MONTPELLIER CEDEX 02) dans un délai de deux mois à compter de sa publication au recueil départemental des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

ARTICLE 14 :

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aude, le directeur départemental des finances publiques et le directeur départemental des territoires et de la mer sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aude.

Fait à Carcassonne, le 02 janvier 2020

Pour la préfète et par délégation,
Le directeur départemental des territoires et de la mer de l'Aude,



Vincent CLIGNIEZ

**ANNEXE 1 : ACTES DEMEURANT DE LA COMPÉTENCE DE LA PRÉFÈTE OU
AUTRES DÉLÉGATAIRES LE CAS ÉCHÉANT**

DOMAINES D'ACTIVITÉ	RÉFÉRENCE	DECISIONS RESERVEES	REFERENCE
<p>1- URBANISME</p> <p>A) Règles générales d'aménagement et d'urbanisme</p> <p><u>1) Prévisions et règles d'urbanisme</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Associations locales d'usagers - Commission de conciliation - Projets d'intérêt général - SCOT -PLU <p>- Servitudes</p> <p>- Cartes communales</p> <p><u>2) Dispositions spéciales à certaines parties du territoire</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Zones de montagne - Zones de bruit des aérodromes 	<p>Code de l'urbanisme</p> <p>Livre 1^{er}</p> <p>Titre 3</p> <p>Chap. 2 – sect. 2</p> <p>Chap. 2 – sect. 4</p> <p>Chap. 2 – sect. 3</p> <p>Chap. 2</p> <p>Titre V – Chap. 3</p> <p>Chap. 2</p> <p>Chap. 3</p> <p>Titre 2</p> <p>Chap. 2</p> <p>Titre I – Chap. 2</p>	<p>Contentieux administratif et contrôle de légalité (notamment les lettres d'observations valant recours gracieux, adressées aux auteurs des actes d'urbanisme soumis au contrôle du Préfet)</p> <p>Décision d'agrément</p> <p>Ensemble des actes</p> <p>Ensemble des actes</p> <p>Ensemble des actes</p> <p>Associations des services de l'Etat</p> <p>Avis sur projet arrêté</p> <p>Contrôle de légalité</p> <p>Modification ou révision à l'initiative de l'Etat</p> <p>DUP valant modification</p> <p>Mise à jour des PLU</p> <p>Approbation</p>	<p>R132-6</p> <p>L153-11 à 18</p> <p>L153-16/17L153-23</p> <p>L153-54</p> <p>L152-7</p> <p>L163-7</p> <p>L122-19 à 25</p> <p>R112-8 et 9</p> <p>R112 à 17</p>
<p>B) Préemption et réserves foncières</p> <p>- Z.A.D.</p>	<p>Livre II</p> <p>Chap. 2</p>	<p>Décision de création</p>	<p>L212-1</p>
<p>C) Aménagement foncier</p> <p>1) <u>Opérations d'aménagement</u></p> <p>- ZAC</p> <p>2) <u>Organismes d'exécution</u></p> <p>- A.F.U.</p> <p>3) <u>Restauration immobilière et secteurs sauvegardés</u></p>	<p>Livre III</p> <p>Titre 1^{er}</p> <p>Titre 2</p> <p>Chap. 2</p> <p>Titre 3</p>	<p>Zones d'aménagement concerté à l'initiative de l'Etat, de la Région, du Département ou de leurs établissements publics concessionnaires et les ZAC située à l'intérieur d'un périmètre d'opération d'intérêt national</p> <p>Décision de création de la ZAC</p> <p>Zones d'aménagement concerté à l'initiative de l'Etat</p> <p>Signature des conventions déterminant la participation des propriétaires à l'aménagement</p> <p>Approbation du cahier des charges</p> <p>Réalisation des zones d'aménagement concerté créées à l'initiative de l'Etat</p> <p>Approbation du dossier de réalisation</p> <p>Approbation du programme des équipements publics</p> <p>Déclaration d'utilité publique-expropriation</p> <p>Suppression des ZAC créées à l'initiative de l'Etat</p> <p>Décision</p> <p>Ensemble des actes</p> <p>Ensemble des actes</p>	<p>L311-1 à L311-8</p> <p>L311-1</p> <p>L311-5</p> <p>L311-6</p> <p>R322-3 à R322-40</p> <p>R313-1 à R313-38</p>
<p>D) Règles relatives à l'acte de construire et à divers modes d'utilisation du sol</p> <p>Certificat d'urbanisme et Permis de construire, d'aménager, de démolir</p>	<p>Livre 4</p> <p>Titre 1 et Titre 2</p>	<p>Arrêté préfectoral autorisant la restauration, la reconstruction, l'extension d'anciens bâtiments d'estives</p> <p>-Décisions concernant les certificats d'urbanisme visés à l'article L 410-1</p> <p>b), les permis pour :</p> <p>a) les constructions réalisées pour le compte de l'Etat et de ses établissements publics et concessionnaires, ainsi que pour le compte d'états étrangers ou d'organisations internationales ;</p> <p>b) les ouvrages de production, de transport, de distribution et de stockage d'énergie, ainsi que ceux utilisant des matières radioactives,</p> <p>c) les installations nucléaires de base,</p> <p>d) les travaux qui sont soumis à l'autorisation du ministre de la défense ou du ministre chargé des sites ou en cas d'évocation par le ministre chargé de la protection de la nature ou par le ministre chargé des monuments historiques et des espaces protégés,</p> <p>e) en cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'Etat dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R423-16</p>	<p>L122-5 à 11</p> <p>L122-15</p> <p>L422-2 et R 410-11</p>

DOMAINES D'ACTIVITÉ	RÉFÉRENCE	DECISIONS RESERVEES	REFERENCE
Déclarations préalables		<p>- Décisions concernant les déclarations préalables en cas de désaccord entre le maire et le responsable du service de l'Etat dans le département chargé de l'instruction mentionné à l'article R423-16.</p> <p>Les actes connexes aux décisions prises en application des articles L 422-2 et R 422-2 : prorogation ou transfert du permis ;</p> <p>Formalités spécifiques aux lotissements faisant suite à un permis d'aménager pris en application de l'article R 422-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Arrêté de vente par anticipation ; - Autorisation de différer les travaux de finition ; - Mise en forme de la garantie d'achèvement d'un lotissement ; - Désignation de la personne devant se substituer au lotisseur défaillant <p>Formalités spécifiques aux campings et autres terrains aménagés faisant suite à un permis d'aménager ou une déclaration préalable prise en application de l'article R 422-2 :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les prescriptions d'information, d'alerte et d'évacuation - Fermeture du terrain et évacuation des occupants 	<p>R422-2</p> <p>R424-21</p> <p>R442-13 R442-13 R442-15 R442-16</p> <p>L443-2 ; R443-10 R443-11</p>
E) Travaux en site classé ou en instance de classement	Code de l'environnement Code de l'urbanisme	Autorisations spéciales de travaux	L 341-7 – L 341-10 R 341-10 L 421-2 à 421-8 sauf L 421-3
F) Conventions de mise à disposition des services de la DDTM pour l'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation des sols.	Livre IV Chap. 2 – Titre 2	Signature de la convention	L422-8
<u>II - HABITAT</u>			
A) Dispositions générales	Code de la construction et de l'habitation Livre 1	Contentieux administratif Décisions et contrôles relatifs aux immeubles de grande hauteur et à ceux recevant du public	Titre II
B) Aides diverses à la construction d'habitations et à l'amélioration de l'habitat. Aide personnalisée au logement	Livre 3	Délégation de la programmation des aides de l'Etat en faveur de l'habitat	L301-3
C) Habitations à loyer modéré	Livre 4	Désignation de membres du Conseil d'administration de l'OPAC ou de l'OPDHLM Décision déclarant démissionnaire un membre du Conseil d'administration de l'OPAC Décision de suspension d'un membre du Conseil d'administration de l'OPDHLM	R421-7 . R421-5 R421-1
<u>III - EAUX ET MLIIEUX AQUATIQUES</u>			
1) IOTA soumis à procédure d'autorisation	Code de l'environnement Livre I, titre VII	- AP d'enquête publique, d'autorisation (y compris AP complémentaire) et de sanctions administratives	
2) Zonage réglementaire sujet à procédure départementale	Livre II, titre I	- AP relatifs à des zonages	
3) Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE)		- AP relatifs aux périmètres à la Commission locale de l'eau et à l'approbation du SAGE	
4) Pêche		- Agrément du président et du trésorier de la Fédération de l'Aude pour la pêche et la protection du milieu aquatique.	
5) Energie hydroélectrique (microcentrales soumises à procédure d'autorisation)	Code de l'énergie (livre V)	- AP d'enquête publique, d'autorisation (y compris AP complémentaire) et de sanctions administratives.	
6) Démoustication	Loi 64-1246	- AP relatifs à la démoustication	
7) Régime des zones d'érosion, humides et de protection des aires d'alimentation des captages	Code rural et de la pêche maritime	- AP de délimitation des zones d'établissement des plans d'actions	R114-1 à 10

DOMAINES D'ACTIVITÉ	REFERENCE	DECISIONS RESERVEES	RÉFÉRENCE
<u>IV - POLICE DE LA NAVIGATION</u> Navigation sur les plans d'eau et cours d'eau du département	Décrets n°2013-251 et n°2013-253 du 25 mars 2013	AP portant règlement particulier de police de la navigation	Circulaire interministérielle du 01/08/2013
<u>V - ROUTES ET CIRCULATION ROUTIERE</u> a) Gestion et conservation du domaine public routier national b) Procédure d'expropriation c) Procédure occupation temporaire d) Exploitation de la route	 Code de l'expropriation Loi 29/12/1982 Code de la route	 Néant de Les arrêtés relatifs : - ouverture d'enquêtes - DUP - cessibilité - documents juge d'expropriation Néant Arrêtés permanents réglementant la circulation sur le réseau routes nationales (hors agglomération). Toute mesure réglementaire prise à l'occasion d'événements particuliers (épreuves sportives, transhumances, prorogation équipements spéciaux) Autorisations de transports exceptionnels délégués au DDTM des Pyrénées-Orientales Dérogations préfectorales individuelles à titre temporaire relatives à l'interdiction de circulation des véhicules de transport de marchandises délégués au DDTM des Pyrénées-Orientales	 Art5. II Arrêté du 2 mars 2015
<u>VI - AGRICULTURE ET ASSOCIATIONS FONCIERES</u>		- Arrêté de constitution ou de dissolution des associations foncières	
<u>VII - FORET</u>	Code forestier	- Acte de résiliation d'un contrat du fonds forestier national entraînant une réduction de créance supérieure à 150 000 € - Délégation est consentie à M. Jean-François DESBOUIS, Directeur Départemental des Territoires et de la Mer en ce qui concerne les décisions d'autorisation de défrichement. Cette délégation n'est pas susceptible de subdélégation. - Approbation du Plan départemental de protection des forêts contre l'Incendie - Approbation de la réglementation de l'emploi du feu - Approbation de la réglementation relative aux obligations légales de débroussaillage	L156-2 et L156-3 R. 156-1 à R156-5 R. 341-3 à R. 341-10 L133-2 R133-1 à R133-11 L131-6 à L131-9 R131-2 à R 131-12 L. 131-10 à 131-16
<u>VIII - CHASSE</u>	Code de l'environnement	Approbation du schéma départemental de gestion cynégétique - Ouverture et clôture de la chasse - Fixation du plan de chasse dans le département - Fixation de PMA (prélèvements maximum autorisé) Classement des espèces nuisibles - Nomination des lieutenants de louveterie	L420-1, L425-1 à L425-15; R425-1 à R425-13 ; R425-18 à R425-30 L424-2 et L424-4 ; R424-1 à R424-9 L425-6 à L425-13 R425-1 à R 425-13 L425-2 et 425-14 R425-18 à R425-20 R427-6 à R. 427-25 L427-1 à L427-3 et R427-1 à R427-3

DOMAINES D'ACTIVITÉ	RÉFÉRENCE	DECISIONS RESERVEES	REFERENCE
<u>IX - BIODIVERSITÉ</u>	Code de l'environnement	- Approbation des documents d'objectifs des sites Natura 2000 - Constitution des comités de pilotage Natura 2000	L414-1 à L414-7 R414-8 à R414-11
<u>X - RISQUES</u>		- Arrêtés de prescription, d'ouverture d'enquête publique, d'application par anticipation et d'approbation des procédures relatives aux plans de prévention des risques naturels prévisibles (élaboration, modification, révision) - Arrêtés attributifs de subventions au titre de la prévention des risques naturels prévisibles.	
<u>XI-GESTION ET CONSERVATION DU DOMAINE PUBLIC MARITIME ET PORTUAIRE</u>	Décret 2004-309 du 29 mars 2004 CGPPP décret 66-413 du 17 juin 1966 CGPPP CGPPP	Délimitation des rivages de la mer, des lais et relais de la mer et des limites transversales de la mer à l'embouchure des fleuves et des rivières Désignation des terrains réservés en vue de la satisfaction des besoins d'intérêt public d'ordre maritime, balnéaire ou touristique et qui ont été acquis par l'Etat Remise à l'administration des domaines des terrains du domaine privé de l'Etat devenus inutiles au service. Désignation des terrains réservés en arrière du DPM	L2111-4 L. 2111-4, 5°) L 3211-1 L2111-4